

N°136 SEPTEMBRE 85  
5ff, 30fb, 2fs, 70cts can.

FRANCE :  
Trith, Dunkerque : l'union de la gauche contre les  
ouvriers.....p.2  
Licenciements.....p.3  
LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE :  
Espagne.....p.4  
Brèves.....p.5  
REVOLUTION OU GUERRE :  
Hiroshima.....p.6  
Helsinki.....p.6  
POLOGNE : des enseignements irremplaçables.....p.8

# REVOLUTION INTERNATIONALE

Organe en France du Courant Communiste International

## CGT-PC: DERRIERE LES ACTIONS COMMANDOS, LA PEUR DE LA MOBILISATION OUVRIERE

■ Qu'ils l'aient voulu ou non, les ouvriers en France n'ont guère eu le choix, que ce soit en juillet, en août ou en ce début de septembre, d'ignorer la multiplication des actions-commandos, entreprises au nom de la défense de leurs intérêts par la CGT et le PCF, "contre les licenciements, contre le chômage".

### UN SPECTACLE MONTE DE TOUTE PIECE

Tous les journaux, toutes les chaînes de télévision, qui se trouvaient, comme un fait exprès, au jour J et à l'heure H, le stylo en main, la caméra prête à tourner sur le lieu de l'événement, alors que les ouvriers, eux, en vacances, n'avaient pas été convoqués -les ont informés, après coup, ne leur cachant aucun détail : voies ferrées et autoroutes barrées "pour empêcher que le matériel des usines ne soient démenagées à l'étranger" ; actions de vigilance multiples à Renault-Billancourt, Douai, Vitry, barrage des Champs-Élysées avec des voitures Renault "volées", construites à l'étranger ; frictions multiples avec la police aux ordres du gouvernement socialiste.

Qu'ils l'aient voulu ou non, les ouvriers n'ont pas pu ne pas entendre, à l'issue de tous ces reportages, les commentaires des journalistes et des hommes politiques soulignant l'isolement de la CGT, le cavalier seul du PCF, leur faible audience, l'absence de mobilisation des ouvriers. Et parmi ces commentaires, le martèlement d'une idée force qui se base sur une réalité incontestable : le fait que jamais, depuis la fin de la dernière guerre, il n'y avait eu aussi peu d'heures de grèves en France. CROIRE QUE TOUTES CES ACTIONS, TOUT CE BATTAGE, TOUS CES COMMENTAIRES martèlent d'un côté que la "CGT lutte sans concession", de l'autre que la classe ouvrière est anorphe, passive et non combative", SONT LE FRUIT DU HASARD? SERAIT FAIRE PREUVE D'UNE GRANDE NAIVETE;

### DERRIERE LE SPECTACLE, LA REALITE

La bourgeoisie française, son gouvernement de gauche, ses partis, ses syndicats sont bien placés pour savoir que les statistiques d'heures de travail perdues pour fait de grèves sont trompeuses.

A la veille de la grève des 170.000 mineurs en Grande-Bretagne et de la multiplication des grèves dans tous les secteurs de l'économie britannique qui se sont déroulées depuis, la bourgeoisie pouvait se féliciter, elle aussi, d'un record de passivité ouvrière du même acabit.

La bourgeoisie française est bien placée pour savoir qu'après trois ans d'attaques de leurs conditions de vie, la plus dure et la plus massive depuis la fin de la deuxième guerre, un mécontentement profond, une colère grandissante, une combativité latente existent massivement dans les rangs ouvriers.

Et ceci d'autant plus fortement que doivent intervenir 21.000 licenciements à Renault, en plein cœur de la plus grosse concentration ouvrière du pays, des dizaines de milliers d'autres dans la sidérurgie et les chantiers navals, et dans des centaines d'entreprises de moindre importance, tandis que l'on compte déjà 3.500.000 chômeurs, que la perte du pouvoir d'achat ouvrier s'aggrave, que se confirme une aggravation de l'attaque des employés de la Fonction Publique.

### DE LA MEFIANCE A LA PRISE DE CONSCIENCE

La bourgeoisie française, ses partis et syndicats savent parfaitement qu'existent et se développent chez les ouvriers une défiance, une hostilité croissantes vis-à-vis des syndicats, de la CGT en particulier, en raison de tous les sabotages des luttes qu'ils ont perpétrés en 68 et depuis, en raison de leur participation à toutes les illusions quant aux avantages qu'amènerait un gouvernement de gauche, EN RAISON DE LEUR SOUTIEN CLAIR ET NET A TOUTE UNE POLITIQUE ANTI-OUVRIERE MENE E PENDANT 3 ANS PAR LE GOUVERNEMENT PS/PC.

La bourgeoisie française sait par conséquent, qu'à tout moment, ce mécontentement, cette combativité latente, cette hostilité peuvent se révéler ouvertement, éclater au grand jour et favoriser le développement d'une situation qu'elle aurait d'immenses difficultés à contrôler, à enrayer.

C'est à conjurer ce danger (que lui confirme les réactions des ouvriers à Dunkerque, à Mulhouse, Pompey, Nantes), c'est-à-dire maintenir chaque partie de la classe ouvrière mécontente, hostile, combative, isolée des autres dans l'expectative et donc impuissante, qu'elle ne cesse de s'employer.

C'est à empêcher une prise de conscience de tous, que la colère, la combativité, la défiance des syndicats est massivement partagée, qu'elle travaille d'arrache-pied.

Par la planification en avril, mai, juin, juillet de journées d'actions, de manifestations, région par région, secteur par secteur, entreprise par entreprise, où les syndicats s'assurent de limiter au maximum la participation des ouvriers, de sélectionner les ouvriers qui y participent (1), en cachant les lieux, les heures de leur déroulement, pour ensuite permettre au PC, à la CGT, aux journalistes, aux commentateurs de démontrer la passivité, le manque de combativité des ouvriers. Par la planification, en juillet, août et en ce début septembre, de multiples actions dures, "illégalistes", menées par le PC et la CGT, au moment où les usines sont pour la plupart fermées, les ouvriers absents et dispersés, ce qui permet :

- d'abord de marteler encore plus fort les deux idées maîtresses :  
"seuls la CGT et le PC luttent, seule la lutte est possible avec eux",

"les ouvriers ne veulent pas se battre". ensuite, d'avoir sur place, occupant bien le terrain des usines et de la rue, les forces chargées d'enfermer et d'isoler toute réaction ouvrière dans les impasses de la défense de l'entreprise, de la ville, de la région.

### LES OUVRIERS PEUVENT ET DOIVENT SE DEFENDRE

OUVRIERS, CAMARADES, NE SOYONS PAS DUPES !

Nos ennemis font tout pour nous empêcher d'exprimer collectivement et au grand jour, notre colère, notre défiance et notre hostilité vis-à-vis des syndicats; ils veulent nous maintenir isolés chacun dans notre coin. Ils veulent se servir de notre isolement et de notre défiance pour transformer notre attentisme en véritable passivité, notre mécontentement en découragement.

Rester dans l'expectative, ruminer chacun dans son coin son mécontentement, sa défiance, son hostilité vis-à-vis des syndicats ne peut que faciliter leur tâche, favoriser toutes leurs manœuvres de division, de dispersion, de dévoiement des énergies ouvrières et leur permettre d'imposer encore plus de licenciements, de chômage, d'austérité.

Pour faire échec à leur stratégie, pour nous défendre contre l'attaque globale de nos conditions de vie, il nous faut, partout, mettre à profit chaque occasion -grèves, journées d'action, manifestations- appelées "au nom de la défense des intérêts ouvriers", pour nous réunir, nous rassembler, agir, pour pouvoir transformer ces "actions" de non-lutte syndicales en véritables moments de la lutte de tous les ouvriers.

Pour cela, nous devons nous y rendre le plus nombreux possible, le plus groupés possible, de toutes les entreprises, de toutes les villes, de toutes les régions, qu'elles soient "réservées" aux seuls ouvriers de "Renault", aux seuls ouvriers sidérurgistes, aux seuls ouvriers chômeurs.

A cette condition, le mécontentement, la défiance, la combativité latente aujourd'hui dispersés deviendront une arme puissante pour faire échec aux syndicats et à l'attaque du gouvernement.

Aujourd'hui plus que jamais, face à l'immobilisation, à la division voulue et planifiée par nos ennemis, nous devons opposer le regroupement, l'union, l'action de tous les ouvriers. Les réactions des ouvriers à Dunkerque, à Mulhouse, à Pompey, à Nantes montrent que c'est possible. C'est leur exemple qu'il faut suivre, développer, élargir.

LMC

Note :

(1) : voir articles sur la "marche du 10 mai" des ouvriers de Renault, et sur la marche des chômeurs du 30 mai, RI nos 133 et 134.

## ANTI-APARTHEID:

## UNE CAMPAGNE CONTRE LA LUTTE DU PROLETARIAT MONDIAL

Lire page 5

## TRITH SAINT LEGER-DUNKERQUE

## UNE UNION DE LA GAUCHE CONTRE LES OUVRIERS

■ En décidant de nouveaux licenciements dans le chantier naval de Dunkerque et dans la sidérurgie de Trith-Saint-Léger, tous deux dans le Nord de la France, la bourgeoisie savait qu'elle prenait le risque de provoquer l'explosion du mécontentement ouvrier. Que ce soit sous le gouvernement de droite, puis de gauche, les licenciements n'ont cessé de tomber. Dans le Nord, les ouvriers ont été particulièrement servis : le charbonnage, les chantiers navals, la sidérurgie, l'automobile, le textile, quel secteur n'a pas été gravement touché ? Que reste-t-il de Denain ? Combien de puits de mines restent encore ouverts ? Trop d'ouvriers ont perdu leurs illusions au fil de promesses de "restructuration", de "modernisation", de "meilleure gestion" plus juste pour eux avec les "socialistes" ou les "communistes". Le mécontentement accumulé risquait d'exploser avec l'annonce -encore- de nouveaux licenciements.

La bourgeoisie se méfiait. Aussi, elle a pris autant de précautions que possible pour les annoncer.

- elle a compté avec l'immobilisation actuelle des ouvriers, tellement méfiants vis-à-vis des syndicats qu'ils ne se mobilisent massivement dans aucune action (voir article de première page).

- elle a choisi le moment le plus favorable pour les annoncer, en profitant de la désertion des usines en été.

- elle s'est refusée d'annoncer les licenciements de la Normed (Dunkerque) et ceux à Unimétal (Trith) ensemble. Ils seront annoncés avec 15 jours d'intervalle.

- elle a alerté immédiatement ses syndicats afin qu'ils occupent le terrain afin d'être le plus à même de faire obstacle à un possible développement de la lutte.

Et elle avait raison de se méfier. A Dunkerque, dès la première action de la CGT, les ouvriers, loin de rester immobiles, ont débordé les syndicats. Ils

sont sortis de l'expectative, de cette fameuse "passivité ouvrière". Une première fois, à Lille, le 28 juin, ils se sont déplacés à 1.500 pour manifester leur colère, à l'occasion de la venue dans cette ville du ministre du Redéploiement Industriel. Les ouvriers se sont alors affrontés à la police durant plusieurs heures. La deuxième fois, le 18 juillet, ils ont recommencé : la CGT propose à l'issue d'une assemblée générale d'envoyer une délégation syndicale pour négocier. Malheureusement pour eux, sur 2.400 ouvriers de la Normed, une nouvelle fois 1.500 partent donc, s'affrontant de nouveau avec la police pendant plus de 3 heures. Ce que craignait la bourgeoisie, c'est-à-dire l'expression ouverte et collective du mécontentement, commençait à prendre corps.

La bourgeoisie ne peut se permettre que le foyer à Dunkerque s'étende. Immédiatement, la CGT qui a tout fait pour que l'affrontement n'ait pas lieu, s'en revendique, se solidarise et dénonce la répression policière. Le gouvernement fait mine de reculer : le lendemain même, il sort une commande surprise de la SNCF, trouve des subsides miracles pour créer 1.000 emplois nouveaux dans une autre usine, Sodonor, promet de réaménager le port, histoire de faire croire qu'il y a de l'avenir dans l'air. La CGT laisse entendre que la "victoire" a été remportée grâce à l'action des syndicats. Mais ce qui pèsera le plus sur l'isolement de la lutte c'est que d'une part, la bourgeoisie a fait de ce problème de licenciements celui de la Normed-Dunkerque et que d'autre part, le "sauvetage" de la Normed sera à la charge, pour son coût, des autres ouvriers par le biais de l'impôt.

Pourtant, les 700 licenciements demeurent et la commande SNCF n'empêchera pas la fermeture du chantier. Les nouvelles promesses étaient la condition pour calmer les ouvriers de Dunkerque afin de passer à Trith-Saint-Léger. Mais, instruite de sa fraîche expérience à Dunkerque, la bourgeoisie s'est renforcée. Il ne fallait pas que Trith relance la combativité de Dunkerque, il fallait que Trith soit isolée.

Alors, on n'a plus lu une ligne, plus entendu un mot sur Dunkerque. On n'a plus parlé que de Trith. La force principale en place dans ce fief "communiste" était bien évidemment le PC et la CGT. Les voilà partis tambour battant, déployant la bannière de la défense des ouvriers d'Unimétal contre les licenciements. Ils feront tout pour les enfermer dans l'usine, dans Trith. La seule fois où ils sortent du site, sera au cours d'une "journée ville-morte" à Valenciennes, à laquelle aucun ouvrier d'une autre usine ne risque de se joindre : les voies d'accès à la ville sont coupées. Ils occupent le terrain en faisant une manifestation essentiellement composée d'élus locaux et de syndicalistes, afin d'empêcher toute initiative ouvrière.

Les syndicats occupent le terrain dans les assemblées générales en se divisant le travail entre CGT et CFDT : la CGT accuse la CFDT d'être co-responsable avec le gouvernement socialiste. Ils ne sont pas d'accord sur les actions à mener. La CGT veut bloquer les autoroutes, la CFDT jeter des poutrelles dans le canal voisin ! Et pendant ce temps, les ouvriers vont désertier peu à peu les assemblées générales.

## CGT: deux discours pour une même réalité

■ D'un côté, la CGT clame partout qu'elle "se bat" contre la "casse des entreprises", qu'elle "s'oppose aux plans de licenciements" de la bourgeoisie, qu'enfin elle serait le "défenseur intransigent -et le seul véritable- des intérêts de la classe ouvrière".

De l'autre, la CGT a "attendu" l'été pour faire le ménage et licencier le 1er août, 44 salariés de l'organisme de voyage "Tourisme et Travail" qu'elle patronne.

Les malheureux employés de "Tourisme et Travail", obligatoirement syndiqués à la CGT, en sont réduits à déplorer qu'aucune mesure sociale, aucun plan de reclassement n'ait été envisagé pour eux par leurs patrons du syndicat.

Elle se prépare aussi à "remercier" 22 salariés de plus de 56 ans, travaillant pour son hebdomadaire, la "Vie Ouvrière", alors que de 1979 à aujourd'hui, les effectifs de la "V.O." sont passés de 246 à 158 !

D'un côté, la CGT -comme le PC- propose des "solutions évitant les licenciements" pour chaque secteur dans la crise : pour l'automobile, pour la sidérurgie, pour la construction navale...

De l'autre, la gestion à la mode CGT répond aux mêmes critères de compétitivité, de rentabilité que l'ensemble des entreprises capitalistes.

Après l'impasse de Manufrance à Saint-Etienne, d'autres "modèles de coopératives ouvrières", tels

Ils vont aussi occuper le terrain politique. Toute la gauche du Nord s'y met : 16 conseillers PS du Nord font "grève" de parti et décident de verser leur prochaine cotisation aux grévistes et non au parti socialiste. Notebart, député PS déclare :

"Le Garrec, Fabius n'ont qu'à ficher le camp, s'ils ne sont pas capables de tenir leurs promesses" Mauroy lui-même critique le gouvernement et promet que s'il y a des licenciements, il n'y aura pas de chômage pour les ouvriers de Trith. Le PC rappelle alors à Mauroy qu'il y a eu 500.000 licenciements sous son ministère, critique très radicale...sauf si on se rappelle qu'ils étaient aussi au gouvernement à la même époque !

Ils ont été obligés d'y mettre le paquet, d'occuper le terrain en permanence, avec le maximum de force, et ils ont reculé. Là aussi, il y a des promesses qu'il n'y aura pas de licenciements à Trith. Bien sûr, les licenciements continueront.

Mais ce que montrent les affrontements de Dunkerque, c'est que dès que les ouvriers commencent un tant soit peu à agir, ils allument un foyer qui risque de se propager rapidement.

C'est pour cela que toute la gauche s'est mobilisée, se divisant, se réconciliant, chacun à son poste, pour isoler chaque foyer, chacun leur tour. Mais elle ne s'y trompe pas : les ouvriers de Dunkerque ont fait le premier pas. Et d'autres ouvriers, dans d'autres secteurs en feront autant.

C.L

## LISEZ NOTRE BROCHURE

Courant Communiste International

### ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE



4 Ff  
BROCHURE N°3 AOÛT 79 35 Ff

## FEUILLETONS ET REALITE CAPITALISTES

■ De l'exotisme au suspense, de la Nouvelle-Calédonie à la Nouvelle-Zélande, de la convocation extraordinaire au parlement en plein mois d'août sur la question calédonienne à l'enquête sur l'explosion du "Rainbow Warrior", l'Etat et ses médias n'ont pas ménagé leur peine pour focaliser l'actualité au rythme de quelques "feuilletons de l'été" qu'ils ont créés et entretenus et dont les péripéties étaient censées nous tenir en haleine.

Alors qu'elle mitonne les listes de licenciements dans des secteurs tels que l'automobile, la sidérurgie, la construction navale, alors que de nouvelles dizaines de milliers d'ouvriers sont promis à grossir sous peu les rangs des 3 millions de chômeurs dans le pays, la bourgeoisie cherche par tous les moyens à distraire l'attention des questions centrales, à nous parler de tout autre chose, à maintenir la marmite sociale à feu doux.

Fait significatif de la fragilité de ce vernis, alors que, en mal de parfums d'aventures au goût sauvage, la presse montait en épingle la grève de la faim d'un pro-indépendantiste guadeloupéen, G.Faisans, rehaussant ainsi l'ordinaire de la rengaine calédonienne pour faire monter la sauce, toujours prisee de nos gouvernants de "l'autonomie nationale", une manifestation locale à Pointe-à-Pitre, au départ indépendantiste, où se mêlaient aussi chômeurs et ouvriers, tournait à la quasi-émeute : des barricades étaient montées sous la pression de l'exapération sociale, et l'Etat devait mobiliser ses forces de l'ordre aériennes et terrestres pour en venir à bout.

Elle pourra toujours s'ingénier à déverser des litres d'encre, des tonnes de papier, multiplier les rapports Tricot, couler des navires écologistes, réorganiser ses services secrets ou chercher à faire agiter de petits drapeaux par quelques pantins nationalistes, la préoccupation essentielle de la bourgeoisie restera le besoin de détourner les ouvriers des réalités de la lutte de classe.

Tous les jours, c'est elle qui dépose des charges d'explosif sous les pieds du prolétariat, sous toutes les formes d'attaques de son niveau de vie. Quotidiennement c'est elle qui fait intervenir ses barbouzes "spécialisées" dans la lutte de classe : les syndicats.

Ces "scandales" permanents du capitalisme, la presse et les médias se gardent bien de les souligner. Mais c'est ceux qui vivent et connaissent les prolétaires.

la SCOP Menzer à Selestat, créée en 1982 avec le soutien de Krasucki lui-même, est aujourd'hui mise en liquidation. Cette fabrique de cartables qui employait plus de 1.000 personnes avant 78 n'a plus que 132 salariés, ce qui n'empêche pas le conseil d'entreprise CGT de la SCOP de parler encore de "sureffectifs".

A Albi, la Verrerie Ouvrière occupait, il y a quelques semaines 503 salariés, tous syndiqués à la CGT. Très démocratiquement, l'assemblée générale du 30 juillet prenait la décision d'accroître la productivité... tout en licenciant 83 ouvriers !

D'un côté, la CGT ne trouve plus de mots assez forts pour qualifier la politique de rigueur anti-ouvrière du gouvernement Fabius et du PS.

De l'autre, on la voit quémander -et obtenir- des subsides de ce même gouvernement pour le coûteux siège de la centrale, porte de Montreuil, pour "Tourisme et Travail", pour la "Vie Ouvrière" tout comme le PC pour la place du colonel Fabien.

La contradiction n'est qu'apparente. Que la CGT gère des entreprises, et c'est sur le dos de la classe ouvrière qu'elle le fait. Qu'elle s'en prenne au gouvernement et prétende se mettre à la tête de la lutte ouvrière et c'est pour écœurer les ouvriers, pour mieux saboter cette lutte et la mener dans des impasses. Dans tous les cas, ce sont toujours les mêmes intérêts qu'elle défend : ceux du capitalisme, contre les ouvriers.

D.

## 79-85: LICENCIEMENTS DANS LA SIDERURGIE

# UNE EXPERIENCE QUI DOIT RENFORCER LA DETERMINATION DE TOUS LES OUVRIERS A ETENDRE LES LUTTES

■ A l'heure actuelle, des milliers d'ouvriers à Renault, dans la sidérurgie, dans les mines, les chantiers navals, sont confrontés aux menaces directes de licenciements.

Les licenciements, les patrons et le gouvernement expliquent qu'ils sont nécessaires pour que "les entreprises vivent", que c'est la condition qui permettra d'en éviter d'autres plus massifs demain. Le plus souvent, ils se refusent à employer le terme même de licenciement qui, selon eux, ne correspondrait plus aux situations actuelles faites de plans sociaux, de pré-retraites, de congés de reconversion. Les patrons, le gouvernement, expliquent que les réductions d'effectifs sont un "moindre mal" nécessaire aujourd'hui pour embaucher demain. Toujours selon leurs discours, lutter dans ces conditions ne reviendrait qu'à créer des difficultés supplémentaires à l'entreprise, à hâter sa perte et finalement compromettre les plans sociaux d'accompagnement, l'emploi de ceux qui ne sont pas licenciés.

Les syndicats, eux, disent "non aux licenciements." Ils appellent à lutter contre ceux-ci parce que, disent-ils, ils ne se justifient pas. Les entreprises sont rentables : Renault est rentable, les mines françaises sont rentables, la sidérurgie française est rentable. Licencier, fermer les entreprises, c'est casser les capacités productives du pays, c'est accepter la loi du capitalisme, la loi des monopoles. Pour eux, lutter contre les licenciements, c'est "dire non à la casse".

Que valent les promesses sociales, les mesures d'accompagnement faites par le gouvernement et les patrons ? Rien pour les ouvriers ! Que valent les appels à la lutte des syndicats, quelle efficacité pour la lutte qu'ils nous proposent ? Aucune pour les ouvriers !

Parmi d'autres, l'exemple de la sidérurgie est particulièrement clair. Tous les gouvernements en place, de droite ou de gauche, ont promis que cela irait mieux demain. Mais un seul bilan s'impose. Les licenciements d'avant-hier n'ont pas empêché les licenciements d'hier, pas plus que ceux d'aujourd'hui. De même, quand pour s'opposer aux licenciements, les ouvriers de la sidérurgie sont entrés en lutte, c'est systématiquement, la gauche et les syndicats, se prétendant avec eux, qui en fait, n'ont eu de cesse que de saboter les luttes.

## LES LICENCIEMENTS NE PREPARENT QUE DE NOUVEAUX LICENCIEMENTS

Les explications sur la nécessité d'accepter les licenciements, les ouvriers en avaient déjà entendu de la part de la droite en 76, en 78-79 en Lorraine. Dans ce dernier cas, les arguments d'assainissement, de rentabilisation de l'entreprise étaient en gros les mêmes que ceux avancés aujourd'hui. On proposait la prime de 30.000 f pour les départs volontaires, une prime un peu plus élevée pour les immigrés qui acceptaient de rentrer au pays.

De son côté, la gauche, PC et PS qui étaient alors dans l'opposition dénonçaient le plan Davignon, expliquant que, si elle était au pouvoir, ce serait différent.

Cinq ans après, en 84, on voit la réalité de ce discours, quand c'est elle qui, au pouvoir, prend directement les mesures de licenciements en Lorraine et à Fos-sur-mer. Ce sont ceux-là même qui, 5 ans auparavant, récusaient et dénonçaient les discours de la droite, prennent les mêmes mesures qu'elle.

Et à leur tour, ils tiennent un discours, la modernisation, pour tenter de cacher la réalité de milliers de licenciements qui se dessine. Difficile à croire, la modernisation ! Quand, dans le même temps, ils ferment Ugine-Acier à Fos-sur-mer, usine ultra-moderne, fleuron de la sidérurgie française.

En 84, Mauroy, le PCF, alors au gouvernement, joignaient leurs voix à ceux qui donnaient des explications, faisaient des promesses. A présent, de nouveau hors du gouvernement, ils critiquent, ils dénoncent les explications données pour la fermeture de Trith-Saint-Léger !

Quelle est donc la réalité de ces explications qu'on donne quand on est au gouvernement et dénonce quand on est dans l'opposition, et qui sont quasiment les mêmes à un an d'intervalle.

La réalité, c'est que tous les discours de la bourgeoisie, de droite comme de gauche, ne sont que des mensonges destinés à cacher essentiellement que les licenciements aujourd'hui ouvrent la porte à de nouveaux licenciements, car leur cause n'est pas une bonne ou une mauvaise politique industrielle elle ne réside pas non plus dans une bonne ou une mauvaise gestion.

La réalité, c'est que tous les patrons, tous les Etats licencient, suppriment les emplois, réduisent les salaires, parce qu'ils n'arrivent plus à trouver d'acheteur capable de payer pour les marchandises qu'ils font produire aux ouvriers.

La réalité, c'est que dans tous les pays, la classe ouvrière subit de plus en plus le chômage et la misère parce que l'économie capitaliste mondiale est plongée dans une crise irréversible !

Face aux attaques, aux licenciements, les ouvriers n'ont d'autre choix, pour en limiter l'ampleur, tenter de faire reculer la bourgeoisie et ses plans de misère, que de lutter, s'unir massivement. Ils doivent rester sourds aux explications, aux promesses, qui ne sont destinées qu'à affaiblir leur riposte, à éousser leur combativité, leur détermination... qu'à les diviser.

Quant aux actions et aux appels à la riposte, mises en avant par le PCF, la CGT, que valent-ils ?

## LES ACTIONS DU PCF, DE LA CGT ET DE LA CFTD NE SONT PAS DES ACTIONS DE LUTTE

Alors qu'ils ont participé directement à la mise en place des mesures de licenciements, aux manœuvres pour les faire accepter, quand ils étaient au gouvernement, comment croire que les actions de luttes qu'ils organisent contre de telles mesures, sont réellement des actions de lutte ?

Toute l'expérience de ces dix dernières années enseigne que PCF CGT et CFTD n'étaient dans la lutte que pour mieux saboter :

- en 1977, contre les 16.000 licenciements, ce qui est alors proposé, c'est la mobilisation pour le programme commun de gouvernement, pas question de grèves pour tenter de s'y opposer mais des mobilisations, des manifestations massives avec les mots-d'ordre : "union, action, programme commun". Le programme commun n'est jamais devenu un programme de gouvernement et les ouvriers ont depuis lors connu la gauche au pouvoir avec ses licenciements.

- en 1979, alors qu'il n'est plus question de programme commun et que les ouvriers à Longwy réagissent violemment contre de nouveaux licenciements, CGT, CFTD, PC et PS font tout pour convaincre les ouvriers que les licenciements qui les frappent sont

le problème de leur région, de leur ville, de leur usine. Derrière le slogan, "Longwy vivra", ils se sont employés à dissimuler que les licenciements concernaient tous les ouvriers et qu'à la même période, en France, d'autres ouvriers étaient également en lutte. Rappelons-nous la marche du 23 mars que la CGT, contrainte par la pression ouvrière, a dû organiser. Initialement prévue le 16 mars, elle avait été reculée d'une semaine afin de laisser le temps aux syndicats de faire cesser les mouvements de grèves à Paris, dans les assurances, la SFP, les PTT, les hôpitaux. Rappelons-nous comment, pendant la marche elle-même, la CGT a donné toutes facilités à la police pour réprimer les ouvriers qui débordaient son service d'ordre, lui livrant elle-même des manifestants combattifs qu'elle parvenait à isoler.

Rappelons-nous comment, la CGT et la CFTD se sont partagés le travail pour diviser la lutte en apparaissant eux-mêmes en désaccord sur les moyens de lutte. Rappelons-nous comment chacune à leur manière, elles ont épuisé les ouvriers dans des actions-commandos. Rappelons-nous les mots d'ordre et les raids commandos, nationalistes, contre le charbon allemand, organisés par la CGT.

- en 84, ce sont fondamentalement les mêmes techniques qu'ils ont utilisées contre les luttes malgré la méfiance croissante des ouvriers à leur égard. Rappelons-nous la manifestation du 13 avril à Paris avec la croix de Lorraine en tête.

Fondamentalement, ce sont les mêmes méthodes que les syndicats utiliseront encore dès que des luttes éclateront à nouveau en réponse aux licenciements. Cela ne devra pas surprendre les ouvriers.

Toute l'expérience ainsi acquise, cette méfiance qui s'est développée contre les syndicats ne doivent pas constituer un obstacle à la lutte, ne doivent pas maintenir plus longtemps les ouvriers dans l'expectative. Cela doit au contraire renforcer leur détermination à se battre, à se rassembler pour la lutte, à refuser l'isolement, l'enfermement dans l'usine, la région. Cela doit renforcer leur détermination à étendre la lutte au-delà de toutes les séparations dressées par la bourgeoisie et ses syndicats.

F.L.M.

## POLOGNE

(suite de la page 8)

que que dans les principaux pays occidentaux, les mystifications démocratiques et syndicalistes (y compris en aidant matériellement au développement de Solidarnosc). Elles ont enfin tout mis en œuvre pour accentuer l'isolement international des ouvriers de Pologne, en sabotant les luttes ouvrières des autres pays, en agitant les thèmes nationalistes (la "lutte des ouvriers polonais est une affaire "entre polonais" face à une situation spécifique n'ayant pas d'équivalent ailleurs"), en détournant le sentiment de solidarité des ouvriers de ces pays par des campagnes humanitaires et de charité (envoi de vêtements et de nourriture, de cadeaux de Noël pour les enfants).

Ainsi, contre l'importance de l'arme de la grève de masse, du danger du syndicalisme et de la gauche dans l'opposition, le développement et la défaite des luttes de Pologne en 80-81 enseignent aux ouvriers de tous les pays, la perspective générale de leur combat : la nécessité d'une généralisation mondiale des luttes face à la Sainte-Alliance de toutes les fractions de la bourgeoisie par dessus leurs rivalités et antagonismes, et comme condition du renversement révolutionnaire de la domination de cette classe.

F.M, 31/8/85

Notes :

(1) Voir R.I No 76: "Pologne-URSS : les ouvriers en lutte contre l'Etat capitaliste".

(2) Voir "Revue Internationale" No 23 : "Grève de masse en Pologne 80 : une nouvelle brèche s'est ouverte".

(3) Pour des analyses plus détaillées, le lecteur pourra se reporter aux numéros de R.I et de la Revue Internationale de 1980, 81, 82.

(4) Voir "Revue Internationale" No 23 : "La lutte du prolétariat dans la décadence du capitalisme" et Revue Internationale No 27 : "Notes sur la grève de masse".

(5) Voir "Revue Internationale" No 24 : "La dimension internationale des luttes ouvrières en Pologne".

(6) Voir "Revue Internationale" No 29 : "Après la répression en Pologne : perspectives des luttes de classe mondiales".



A Longwy en 84, c'était face aux licenciements prévus par le plan "Acier" adopté par le gouvernement du PC et du PS que les ouvriers réagissaient.

Aujourd'hui, en 85, à peine un an plus tard, ce sont la CGT et le PC qui appellent ces mêmes ouvriers à lutter contre les conséquences du plan qu'ils ont adopté ensemble en 84.

Au moment où les USA, première puissance économique avec près de 40% de la production mondiale, connaissent les premiers effets d'une récession d'ampleur annoncée aussi bien par la baisse du dollar que par la chute de sa croissance économique après plusieurs mois d'une reprise (même artificielle) qui avait permis de tempérer la chute de l'économie mondiale, c'est partout dans le monde, des USA à la Corée du Sud et de l'Angleterre à la Tunisie en passant par la Yougoslavie, face aux conséquences de plus en plus dramatiques de la crise avec son cortège de licenciements, d'austérité et de misère, que s'accumule le mécontentement et que se développe la combativité de la classe ouvrière des pays centraux comme des pays périphériques du capitalisme.

C'est au grand dam des autres puissances occidentales qui savent ne pas pouvoir prendre la relève économique que s'affirme la récession américaine. Autrement dit, la bourgeoisie internationale sait qu'elle ne peut plus promettre de "lendemain qui chantent", mais encore plus de misère aux quatre

coins du monde. Face au mécontentement déjà accumulé et à l'accélération inéluctable aussi bien du chômage que des attaques contre le niveau de vie de la classe ouvrière, la bourgeoisie ne reste pas inactive, affinant ses armes de dévoiement par une gauche dans l'opposition dont le rôle est de désarmer, démobiliser, ou d'immobiliser la classe ouvrière sur le terrain de sa lutte. La radicalisation de l'UGT en Espagne, et sa critique au parti socialiste espagnol, tout comme les actions exemplaires de commando de la CGT et du PCF en France aujourd'hui procèdent de cette stratégie.

Avec la gauche dans l'opposition, c'est donc le syndicalisme qui est et sera en première ligne, qu'il soit en place depuis de longues décennies, comme en Europe, ou qu'il soit clandestin comme en Pologne.

Dans un pays plus excentré comme l'Afrique du Sud, c'est en alliant la répression sanglante à une vaste campagne anti-Apartheid sous-tendue par la possibilité qu'il pourrait exister un capitalisme démocratique et de "bien-être", comme en Europe, face à un

capitalisme meurtrier et sauvage, que la bourgeoisie cherche à faire face aux luttes sociales.

Seule la lutte massive et décidée permettra d'opposer la véritable solidarité et d'affirmer la perspective révolutionnaire de la classe ouvrière face à une bourgeoisie pleinement consciente des enjeux : c'est à ce niveau que se pose le rôle essentiel de la classe ouvrière des pays centraux du capitalisme, exposée qu'elle est aux bourgeoisies les plus expérimentées du monde. Et c'est à ce prix que les armes essentielles de mystification contre la lutte ouvrière que sont la démocratie et le syndicalisme, pourront être battus en brèche définitivement.

Les moyens de la lutte massive, les ouvriers de Pologne nous les ont montré par la capacité à déployer l'arme de la grève de masse même si leur isolement en août 80 dans un pays périphérique a permis leur défaite en décembre 81. Les enseignements de leur lutte sont plus que jamais à l'ordre du jour pour la classe ouvrière d'Europe.

## ESPAGNE

# LA COMBATIVITE DE LA CLASSE OUVRIERE SE HEURTE AUX MANOEUVRES SYNDICALES

Comme tous les ouvriers d'Europe, les ouvriers espagnols vivent soit avec la menace permanente des licenciements, accompagnée par des baisses de salaires et d'une aggravation importante de leurs conditions de travail, soit avec la réalité du chômage, avec une allocation si dérisoire qu'elle se nomme "pension de famine", pension de faim. Et tous, actifs et chômeurs, connaissent une baisse de leur niveau de vie qui n'est pas loin de la misère.

A ces attaques, les ouvriers espagnols ont répondu. Le mécontentement profond, la colère s'exprime depuis plus d'un an dans des luttes très combattives dans tous les secteurs de la production, dans toutes les régions, gravement touchées par des licenciements massifs. Malgré la répression policière, malgré les manœuvres des Comisiones Obreras (syndicat du PC espagnol) et du PCE pour diviser et isoler une par une les luttes, pendant un an les ouvriers ont étendu la lutte, cherché la solidarité de leurs frères de classe, développé leurs initiatives pour étendre la lutte. Nous avons déjà longuement montré dans notre presse les efforts de la classe ouvrière espagnole pour riposter aux attaques de la bourgeoisie (voir RI du no 128 au no 133).

### LA REFORME DE LA SECURITE SOCIALE : UNE ATTAQUE DE PLUS CONTRE LES OUVRIERS.

C'est donc dans un climat de forte tension et de combativité ouvrière que le gouvernement espagnol, le PSOE (Parti Socialiste Espagnol) est obligé de passer à une nouvelle attaque. Celle-ci annoncée à la fin du printemps 85, ne vise à rien de moins que réduire, voire supprimer l'ensemble des prestations dites "aides sociales de l'Etat". La "réforme" a pour but de :

- réduire la quantité des retraites en rendant plus difficile leur obtention : il faut avoir eu un travail fixe 15 années durant, dont les deux dernières précédant la retraite,
- réduire les pensions pour invalidité,
- supprimer les allocations familiales,
- libérer le prix des loyers,
- mettre en place une nouvelle "réforme" -à la baisse- en ce qui concerne les aides médicales.

Pour les ouvriers, cette réforme s'ajoute encore aux licenciements et autres mesures et signifie la prise en charge par les ouvriers qui ont encore un salaire, des retraités, des chômeurs. Cela veut dire pour les ouvriers et leur famille des conditions de plus en plus précaires d'existence.

### LE RISQUE D'UNE RIPOSTE MASSIVE ET UNIE

Cette attaque ne pouvait qu'exacerber la colère ouvrière, relancer la combativité existante.

Pour le gouvernement espagnol, le PSOE, il y avait un risque que les ouvriers ne fassent un lien entre les luttes contre les licenciements et la dégradation du niveau de vie et des conditions de travail et les luttes qu'allait provoquer cette réforme de la sécurité sociale. Cette relation entre les luttes impliquait la prise de conscience de l'unité de l'attaque, de sa gravité. Et cette attaque massive, touchant l'ensemble des ouvriers, de leurs familles dans tous les aspects de leur vie, risquait de provoquer une riposte massive et unie de la classe ouvrière.

Ce risque, tous les gouvernements le craignent, et ils font tout ce qu'ils peuvent pour l'empêcher de devenir une réalité, au moins pour un moment.

Le gouvernement espagnol et ses syndicats ne pouvaient empêcher la colère et la combativité ouvrières de s'exprimer. Elles existaient, étaient là, et il fallait faire avec. Alors, ce qu'ils ont essayé de faire, et ils y ont réussi momentanément et partiellement, c'est que cette colère, cette combativité, s'exprime dans les actions décidées par la bourgeoisie par le biais des syndicats, de manière à les contrôler le plus possible, à les canaliser, et surtout pour que cette combativité s'exprime de ma-

nière isolée, qu'elle ne s'étende pas, qu'elle ne s'unifie pas en une seule et même lutte de tous les ouvriers.

### LES MANOEUVRES SYNDICALES POUR EVITER L'UNIFICATION DES LUTTES

Tout d'abord, dès l'annonce de la "réforme", l'UGT, syndicat du PSOE qui avait soutenu le gouvernement inconditionnellement jusqu'alors, se précipite dans l'opposition et critique durement le gouvernement du jour au lendemain.

UGT et Comisiones Obreras radicalisent leur langage, font monter une surenchère de critiques radicales, de défense des intérêts ouvriers, et proposent une journée de grève générale pour le 20 juin. Médias, syndicats et PCE ne parlent plus que d'un et seul problème de la classe ouvrière : la "réforme de la sécurité sociale".

Ceci avait comme but :  
-le retour de l'UGT dans l'opposition : renforcer l'appareil de contrôle syndical sur la classe ouvrière,  
-proposer une grève générale : donner une perspective à la colère à date fixée et le plus contrôlable possible pour éviter que la lutte ne vienne de l'initiative ouvrière elle-même, car là, elle est plus difficile à manipuler et à contrôler,  
-ne plus parler des licenciements qui continuent de tomber, pour empêcher la colère de s'exprimer globalement et de manière unie, car licenciements et attaques du niveau de vie sont une même attaque contre la classe ouvrière.

Par ailleurs, dès le début du mois, le 4 juin, étaient prévues des manifestations préparatoires à la "grève générale" dans toutes les grandes villes, Madrid, Barcelone, Valence, afin que l'impatience ne déborde pas avant le 20 juin. Parallèlement, les syndicats freinaient les luttes en cours, comme celle du métro de Madrid, en la rejetant à une semaine après la grève générale.

Mais ceci n'empêcha pas les ouvriers de la Bazan (chantiers navals) et de Montesa (usine de motos de la ceinture industrielle de Barcelone) de proposer une marche sur Madrid, que les syndicats ne réussirent à annuler qu'à la dernière minute.

### LE 20 JUIN : 4 MILLIONS DE GREVISTES.

4 millions d'ouvriers firent la grève générale le 20 juin, arrêtant la production dans toutes les grandes entreprises, paralysant complètement Bilbao et les ceintures de Madrid et de Barcelone. Cette journée a illustré à la fois la grande combativité des ouvriers et la tendance à la massivité de leur lutte, mais elle montre aussi les capacités de la bourgeoisie à freiner et affaiblir la dynamique ouvrière : les piquets de grève, qui ont surgi nombreux sous l'initiative ouvrière, ont été systématiquement déviés par les syndicats vers des fermetures de commerces, de manière à ce que ne s'établisse aucun contact entre les ouvriers, mais qu'au contraire les piquets fassent des actions de commandos, comme de briser des vitrines, barricader des portes, etc..

Les piquets entre travailleurs de différentes usines furent rejetés brutalement par les syndicats avec l'argument que l'envoi de piquets signifiait le manque de confiance envers les autres travailleurs et que ceux-ci arrêteraient le travail sans qu'on vienne le leur dire.

Durant la journée du 20 juin, un même spectacle se répéta à plusieurs reprises : des piquets qui se perdaient à fermer un dernier bar, ou à monter une barricade sur une voie de circulation déjà coupée plus haut par d'autres piquets de grève... La majorité des travailleurs concentrés à la porte de l'usine prenant le soleil... Et si les ouvriers d'une quelconque usine décidaient de sortir en manifestation, la police faisait une apparition immédiate, appelée par le responsable syndical de service.

Et si, malgré tout, les ouvriers poussaient vers

leur unification, les syndicats avaient préparé un autre pare-feu : les manifestations sectorielles. A Madrid, les cheminots ont été isolés à la gare de Chamartin, pendant que les ouvriers du métro et les conducteurs d'autobus étaient appelés à la Place de Castille... à des heures différentes!

Dans l'après-midi, où devaient se produire de grandes manifestations unies, les syndicats firent en sorte que leur convocation soit pratiquement clandestine : ainsi, à Madrid, il n'y a pas eu une seule affiche pour y appeler, et le nombre de manifestants fut de 10 000 à peine, pour 100 000 le 4 juin.

### LA COLERE EST TOUTOURS LA

La journée du 20 juin n'a pas enterré la lutte, elle n'a pas non plus arrêté la dynamique des luttes ouvrières. Au contraire, 4 millions de grévistes ont montré l'énorme potentiel de combativité que renferment les luttes ouvrières. De plus, le même jour, malgré le déploiement de manœuvres de la bourgeoisie et de son appareil syndical, on a vu :  
-les mineurs du Leon descendre manifester à Ponferrada (capitale industrielle de la région) où s'étaient réunis massivement les ouvriers de Minerio Siderurgico de Ponferrada (usine de 4000 ouvriers).  
-les ouvriers de Alcan de Henares (centre industriel proche de Madrid) se réunissent massivement en assemblées le 20 juin et entraînent dans une manifestation les autres usines proches, grandissant au fur et à mesure du cortège.

De même, dans la semaine qui a suivi le 20 juin, se déroulaient en même temps 5 luttes de secteurs différents à Valence : à Ford, à Peris Andreu (métallurgie), à Impiel (chaussure), dans les Confecciones Bordonau (textile) et chez les ouvriers agricoles. Entre le 26 juin et le 9 juillet, il y a eu 4 manifestations : 2 à Valence, 1 à Silla (proche de Valence), 1 à Castillon (60 kms de Valence). Ceci montre que pour la journée du 20 juin, la bourgeoisie a su efficacement empêcher de s'exprimer de manière unie, massive, la combativité ouvrière. Elle a laissé s'exprimer le mécontentement usine par usine, évitant soigneusement et autant qu'elle le pouvait la discussion et l'action unie des ouvriers.

Mais elle n'a pas réussi à briser la colère, ni la combativité qui existent et ne peuvent que s'approfondir. Elle n'a pas pu empêcher complètement que les initiatives ouvrières n'éclatent, comme l'ont fait les ouvriers de Bazan, ceux de Montesa, ou les mineurs du Leon.

C'est en prenant conscience des obstacles que les syndicats mettent sur leur chemin, des fausses réponses qu'ils donnent à la lutte que les ouvriers pourront pleinement développer leur propre initiative et lutter contre les mesures que la bourgeoisie leur impose.

CL.

## LISEZ LA REVUE INTERNATIONALE

### SOMMAIRE du N°43

- SIMULTANÉITÉ DES LUTTES OUVRIÈRES ET OBSTACLE SYNDICAL.
- Où en est la crise économique? L'ENTRÉE DANS LA RECESSION.
- CHOMAGE MASSIF ET EXTENSION DE LA LUTTE DE CLASSE.
- LES COMMUNISTES ET LA QUESTION NATIONALE
- UN RÉVOLUTIONNAIRE N'EST PLUS
- Correspondance internationale (INDE)
- LES GLISSEMENTS CENTRISTES VERS LE CONSEIL-LISME (Débat interne).

## ANTI-APARTHEID

# UNE CAMPAGNE CONTRE LA LUTTE DU PROLETARIAT MONDIAL

Pendant des mois, la bourgeoisie internationale a mené tambour battant une gigantesque campagne autour de l'Afrique du Sud, elle s'est complu à faire étalage des détails les plus sordides des massacres quotidiens, en recensant à la une de ses journaux le nombre de morts, d'arrestations, d'émeutes sanglantes.

La bourgeoisie a toujours eu besoin d'épouvantails pour justifier son propre système d'exploitation. Hier, c'était le spectre du fascisme qu'elle brandissait pour enrôler des millions de prolétaires dans la seconde boucherie impérialiste. Depuis, ce sont tantôt le totalitarisme des pays de l'Est, tantôt les dictatures militaires d'Amérique Latine, tantôt la répression féroce exercée par les régimes religieux, tel celui d'Iran, taxé de fanatisme, tantôt le régime "raciste" de l'Apartheid, qui soulèvent "l'indignation" de toutes les forces bourgeoises de droite comme de gauche.

En réalité, le régime de l'Apartheid en Afrique du Sud n'est qu'une des formes, certes parmi les plus extrêmes, et les plus sauvages, de la barbarie capitaliste. Il s'agit en fait du même système d'exploitation que celui des pays "démocratiques", "avancés", et des pays dits "socialistes", un système que l'escalade de la violence dévoile dans toute sa nudité, dans toute son horreur. Ce sont les mêmes causes qui sont à la base de la décomposition de la société : la crise irrémédiable du capital qui ne peut qu'engendrer comme partout ailleurs - toujours plus de chômage, d'exploitation, de famine, de massacres.

Et si l'Afrique du Sud est aujourd'hui mise au banc des accusés, c'est essentiellement pour masquer que dans ce pays, comme partout dans le monde, le prolétariat lutte contre des conditions d'existence de plus en plus insoutenables. Si aujourd'hui la campagne anti-apartheid prend une dimension bien plus grande que par le passé, c'est précisément parce qu'elle est à la mesure des gigantesques combats de classe qui se préparent. Tout ce battage contre l'Apartheid ne vise ainsi qu'un seul objectif : contrer le développement international des luttes ouvrières, diviser le prolétariat en le détournant de ses intérêts de classe aussi bien en Afrique du Sud même que dans les pays centraux du capitalisme. Et pour cela, toutes les forces du capital se sont liguées, main dans la main, pour chanter à l'unisson la vieille rengaine des "droits de l'homme", du Pape aux organisations nationalistes sud africaines, en passant par les partis stalinien et gauchistes d'Europe occidentale.

■ De toutes les campagnes idéologiques que la bourgeoisie occidentale a développées au nom des "droits de l'homme", la campagne présente contre l'Apartheid est sans aucun doute la plus ignoble, celle où le cynisme et l'hypocrisie bourgeoises ont été portés à leur paroxysme. La bourgeoisie US s'offusque devant un régime "raciste", alors qu'il n'y a pas si longtemps, la "patrie de la démocratie" et de la "liberté" interdisait l'accès aux autobus et aux magasins fréquentés par les blancs, à une population noire

qu'elle continue à parquer dans ses ghettos. Le gouvernement français de gauche crie au scandale devant un régime qui, aux antipodes, bafoue les droits de l'homme, et qui, avec l'état d'urgence, donne tous les pouvoirs à la police, alors qu'ici même, ces droits sont foulés aux pieds par l'expulsion de milliers d'ouvriers immigrés et que les flics ont carte blanche pour molester quotidiennement des dizaines de "gens de couleur" au nom des contrôles d'identité. Il est vrai que dans la logique de la propagande

capitaliste, on ne balaie jamais devant sa porte! Toute la bourgeoisie occidentale feint de montrer du doigt un Etat qui n'a jamais connu d'autre système depuis sa fondation au lendemain de la seconde guerre mondiale. Elle n'a, en fait, jamais cessé de le soutenir, de le renforcer. L'Afrique du Sud a toujours été un fidèle serviteur à la solde du bloc occidental, non seulement sur le plan économique (notamment comme fournisseur de matières premières), mais également sur le plan stratégique (elle garantit la route du Cap reliant les océans atlantique et pacifique par laquelle transite 60% de la consommation européenne de pétrole) et militaire (elle a été, dans les années 70, le gendarme du bloc US en Afrique australe, notamment pour faire face à l'Angola et au Mozambique, alors pro-russes).

Le gouvernement français peut toujours pousser des cris d'orfraie devant l'ignominie de l'Apartheid, ses jérémiades ne nous feront pas oublier que l'Etat français a été jusqu'à présent le principal fournisseur d'armes de l'Afrique du Sud. Si la bourgeoisie occidentale fait mine d'excommunier un partenaire aussi précieux, c'est parce que le régime de l'Apartheid lui rend aujourd'hui encore un fier service : face au développement international des luttes ouvrières - notamment dans les pays d'Europe occidentale - l'Etat de l'Apartheid sert à crédibiliser une campagne destinée à diviser le prolétariat, à détourner sa combativité sur le terrain bourgeois de la lutte anti-raciste : ainsi, lorsque le gouvernement Botha, après avoir fait miroiter un assouplissement de régime, décrétait qu'il "ne céderait pas à la pression internationale", il ne faisait, en fait, que jouer parfaitement le rôle d'épouvantail qui lui était assigné pour les besoins de la propagande occidentale.

## UNE CAMPAGNE DE DIVISION DU PROLETARIAT

Les fausses oppositions entre les différentes fractions de la bourgeoisie ne servent qu'à masquer leur unité indissoluble lorsqu'il s'agit d'affronter un ennemi commun, le prolétariat.

En Afrique du Sud, la campagne anti-apartheid est une mystification destinée à diviser les ouvriers en faisant de leur lutte de classe une lutte de races. C'est ainsi que la bourgeoisie locale - avec l'appui de toute la bourgeoisie mondiale - ne cesse d'entretenir des clivages, de provoquer des affrontements chaque jour plus meurtriers entre les populations noire, indienne, et blanche. En développant délibérément les inégalités entre les différents secteurs du prolétariat (un mineur noir gagne, par exemple, 6 fois moins qu'un mineur blanc) elle ne fait que diviser pour mieux régner, elle s'efforce de faire oublier l'enfer capitaliste aux prolétaires blancs en rendant cet enfer encore plus insupportable aux ouvriers noirs. Elle permet, de ce fait, aux forces d'encadrement du prolétariat de mobiliser la classe ouvrière derrière la bannière de l'anti-racisme afin de détourner sa lutte sur le terrain bourgeois des revendications démocratiques. On a vu en effet le NUM (syndicat des mineurs noirs) réussir à dévier les objectifs initiaux de la grève des mineurs prévue pour le 25 août - les revendications salariales - vers la seule lutte contre l'état d'urgence et l'Apartheid. En déployant le rideau de fumée de l'anti-racisme, les syndicats ne visent qu'à conduire le prolétariat dans une impasse, à le désarmer en lui faisant abandonner ses propres intérêts de classe, à lui masquer la seule perspective capable d'en finir avec la surexploitation, la misère et les massacres : l'unification des luttes ouvrières, par delà les différences ethniques, et les frontières nationales.

Mais cette campagne de division du prolétariat n'est pas dirigée seulement contre les ouvriers d'Afrique du Sud. Elle est surtout destinée à détourner la lutte de classe dans les pays centraux du capitalisme. En effet, tout ce battage autour de l'Afrique du Sud vise en premier lieu à accréditer l'idée qu'on est mieux chez soi, à faire oublier aux ouvriers des pays "démocratiques" la dégradation de leurs propres conditions d'existence en les présentant comme des privilégiés.

Une telle campagne sert ainsi essentiellement à occulter les racines de la barbarie capitaliste qui frappe tous les ouvriers, qu'ils soient noirs ou blancs, qu'ils soient exploités en Afrique du Sud ou en Europe occidentale : l'accélération de la crise qui n'épargne aucun secteur du prolétariat mondial. Ce n'est pas un hasard si les médias occidentaux ont établi le black-out sur les conflits déclenchés au printemps dernier par 20 000 mineurs blancs en lutte pour des revendications identiques à celles des mineurs noirs : des augmentations de salaires. En passant sous silence le mécontentement qui se développe aussi chez les ouvriers blancs, la bourgeoisie occidentale peut d'autant mieux présenter les luttes ouvrières en Afrique du Sud comme des luttes spécifiques aux noirs. Ce qu'elle cherche à masquer aux yeux des ouvriers d'Europe occidentale, c'est la lutte d'une classe qui n'a pas d'intérêts antagoniques en son sein afin de les faire adhérer aux idéaux bourgeois.

Voilà la tactique de division du prolétariat utilisée par la bourgeoisie occidentale : sa prétendue condamnation de l'Apartheid ne vise qu'à masquer et à saboter la lutte de classe du prolétariat mondial. C'est à dire la seule lutte qui puisse venir à bout de toutes les divisions raciales et nationales, de toutes les formes d'oppression quelles qu'elles soient.

## LE JEU SORDIDE DE LA GAUCHE DANS L'OPPOSITION

Pour mener à bien cette campagne de division du prolétariat, on a vu la Sainte Alliance de tous les Etats recourir à une stratégie déjà maintes fois utilisée depuis la fin des années 70 : le classique partage des tâches entre une droite musclée, intrans-

(suite page 7)

# UNE MEME CLASSE, UN MEME COMBAT

■ Sur chaque continent, la reprise de la lutte de classe se poursuit et s'amplifie. Ses différentes expressions, qui ne nous parviennent parfois que difficilement, à cause du black-out de la bourgeoisie, rendant ainsi plus problématiques l'évaluation de leur ampleur, l'appréciation précise des obstacles auxquelles elles se confrontent, n'en constituent cependant pas moins autant de témoignages de lutte. Certaines sont significatives, plus par les pays où elles se produisent que par leur force, du caractère général et profond de la reprise.

- en Yougoslavie, dans le courant du mois d'août, les mineurs de plomb et d'argent, à Kosovska Mitrovika, se sont mis en grève pendant plusieurs heures pour protester contre les salaires du mois de juillet, jugés insuffisants.

- en Corée du Sud, la classe ouvrière, pourtant réputée "calme et zélée" par la bourgeoisie, immobilisée par la répression consécutive aux émeutes de Kwangwu en 1980, s'est de nouveau mise en lutte : 146 conflits du travail ont été dénombrés depuis le début de l'année alors que l'économie nationale connaît de sérieuses difficultés avec la chute des exportations.

- en Tunisie, après les émeutes de la faim de l'année dernière, les employés des transports routiers et des chemins de fer, se sont mis en grève, début août pour des revendications salariales.

- en Afrique du Sud, la lutte gagne les usines avec des grèves au mois de juillet dans plusieurs mines et usines de fabrication de matériel automobile.

**ALLEMAGNE** : les grèves du printemps 84 dans l'imprimerie et la métallurgie ont constitué une des premières expressions dans ce pays de la reprise de la lutte de classe. Elles en ont depuis lors constitué le point culminant pour ce pays central, elles et les luttes qui ont succédé. Les syndicats, dans l'opposition au gouvernement, ont dévoyé la colère et la combativité vers l'impasse de la lutte pour les 35 heures, présentée comme la lutte contre les effets de la crise. Ce thème mystificateur commence à s'user et risque de devenir insuffisant pour la bourgeoisie face à une combativité et un mécontentement croissants dans la classe, comme en témoignent les grèves qui se sont développées ces derniers mois contre les licenciements ou des accords salariaux, au mois de juillet encore, dans de nombreuses petites entreprises métallurgiques du Rhin et de la Ruhr.

C'est pourquoi le syndicat de la métallurgie, IG Metall annonce qu'il va changer de tactique en mobilisant les ouvriers sur le rattrapage des pertes salariales... alors que les licenciements vont frapper de plein fouet les ouvriers.

**ETATS-UNIS** : après les grèves de l'hôtellerie du mois de juin, à New-York, alors que se poursuit encore une grève de camionneurs déclenchée 15 jours auparavant contre des propositions salariales jugées inacceptables, éclate début août une grève dans la

sidérurgie. C'est la plus importante depuis la grève nationale de 1959. 8.200 ouvriers se sont mis en grève à Wheeling-Pittsburg, contre une baisse des salaires de 18 %, les syndicats se déclarant prêts à accepter la moitié de cette baisse. Cette grève est d'autant plus importante qu'elle intervient alors que se développe la récession la plus profonde depuis 50 ans dans la sidérurgie.

**AMERIQUE DU SUD** : s'ajoutant aux effets de la crise économique mondiale, la charge de la dette des pays endettés auprès du FMI, a impliqué une attaque des conditions de vie des ouvriers telle que, dans bien des cas, leur revenu s'est trouvé amputé de 20 %.

Dans ces pays d'Amérique Latine, on assiste à une tentative de la part de la bourgeoisie, à travers principalement les syndicats, les formations politiques de gauche, pour canaliser et dévoyer la combativité des ouvriers vers des mobilisations anti-FMI, qui ne menacent en rien de remettre en cause l'exploitation capitaliste. Cette mystification ne parvient cependant pas à empêcher les grèves :

- en Argentine, les ouvriers de l'usine Ford ont occupé l'usine pour protester contre la perte de pouvoir d'achat due à l'inflation et aux nouvelles mesures d'austérité rendues nécessaires pour faire face à la dette avec le FMI. Le syndicat avait accepté certaines de ces mesures. Les 3 semaines d'occupation se sont terminées par l'intervention de l'armée.

- au Pérou, après la grève de 500.000 fonctionnaires au mois de juillet, contre la perte du pouvoir d'achat, ce sont, le 6 août, 30.000 employés des banques privées et de 40 compagnies de transport public qui se mettent à nouveau en grève. La veille de la grève, pour l'affaiblir dans sa détermination contre le gouvernement, l'opposition de gauche déclarait qu'elle appuyait le président Garcia dans la défense de la souveraineté nationale contre les menaces américaines, consécutives à sa déclaration annonçant l'annulation temporaire d'une partie de la dette du Pérou.

**JAMAÏQUE** : alors que le gouvernement réchelonnait le paiement de sa dette avec le FMI, les enseignants organisaient eux une grève contre les diminutions de salaires de 12 % (en fait entre 20 et 30 % avec l'inflation). Au début du mois de juillet, ce jour de lutte des enseignants devait s'étendre et devenir la première grève générale en Jamaïque. Celle-ci a duré deux semaines et concerné les travailleurs de tous les secteurs, des services publics aux usines, en passant par les employés de bureau.

**GRANDE-BRETAGNE** : nous reviendrons dans le prochain No sur la situation dans ce pays caractérisée à l'heure actuelle par des grèves éparées dans tout le pays, dans les houillères, et particulièrement les chemins de fer, où le mouvement engagé par les "aides" conducteurs de train a donné lieu à des actions de solidarité.

Ni les ouvriers, ni les révolutionnaires n'ont d'illusions à se faire. Plus la bourgeoisie parle de paix, plus elle prépare la guerre. Plus elle prépare et fait la guerre, plus elle accumule les raisons de la poursuivre, de l'amplifier, de la généraliser à l'ensemble de la planète (voir l'article sur Helinski). Mais contrairement à une idée largement répandue, y compris dans les rangs de la classe ouvrière, ce qui empêche aujourd'hui le déclenchement d'une guerre mondiale, ce n'est pas la crainte de la bourgeoisie de l'Est et de l'Ouest de disparaître dans un holocauste nucléaire et de ne pouvoir en retirer aucun avantage économique. Il y a longtemps déjà que la bourgeoisie a pris conscience de ces "risques" et qu'elle s'est donné les moyens de s'engager dans un conflit général sous des formes plus classiques, même s'il ne s'agit pas de se faire

## HIROSHIMA

### la barbarie du capitalisme n'a pas de limite

Le 6 août 1945, les USA, chef de file du camp "démocratique", en guerre contre le "totalitarisme fasciste", bombardait la ville d'Hiroshima, puis trois jours plus tard celle de Nagasaki. En moins de quatre jours, avec seulement deux bombes atomiques, le camp des Droits de l'Homme de l'époque, réussissait l'exploit de massacrer 370.000 êtres humains, de faire des centaines de milliers de blessés dont la survie serait un calvaire permanent. Essentiellement des civils, femmes, enfants et vieillards.

Quarante ans plus tard, à l'occasion de la commémoration de l'anniversaire de cet acte de barbarie, ceux qui l'ont perpétré, ceux qui l'ont applaudi, nous invitent à nous recueillir, à réfléchir, à comprendre. "Cet acte horrible", nous disent-ils, "personne ne l'a voulu dans le camp des alliés. Il nous a été imposé. Les Etats-Unis l'ont fait parce qu'ils pouvaient et se devaient de le faire, pour mettre à genoux le Japon, hâter la victoire sur le fascisme et épargner ainsi à l'humanité de longues années de souffrance et de guerre".

Que la bourgeoisie américaine ait pris la décision d'utiliser l'arme atomique pour mettre à genoux le Japon et vaincre le fascisme, voilà bien un mensonge éhonté ! En effet, tous les gouvernants d'hier et aujourd'hui, tous les chefs des partis de droite et de gauche, savent qu'à la veille des bombardements, le Japon était déjà à genoux et l'armée allemande au bord de la débâcle, que l'empereur Hiro Hito lui-même avait à deux reprises demandé aux USA l'arrêt des hostilités. Tous savent parfaitement qu'à deux reprises, les USA avaient répondu par une fin de non-recevoir.

Prétendre, comme le fait parmi des centaines d'autres déclarations, le très démocratique et humaniste journal "le Monde" du 5 août 1985 que le "double raid américain a abrégé la deuxième guerre mondiale, et probablement épargné des vies humaines", voilà bien une tartufferie sordide démentie par la réalité du rapport de forces militaire entre les belligérants et par l'échelle du massacre d'Hiroshima et Nagasaki.

La vérité, c'est que la seule raison qui a "imposé" à la bourgeoisie US de recourir aux bombardements atomiques, c'est sa volonté de dissuader par cet "acte spectaculaire et terrifiant" son allié soviétique, dont les armées pénétraient en Europe occidentale et en Asie, à la faveur du repli et de la déroute des armées ennemies, de s'emparer de positions auxquelles elle s'estimait en droit de prétendre en tant "qu'artisan décisif de la victoire". C'est sa volonté de défendre à n'importe quel prix ses intérêts impérialistes contre les prétentions de son allié d'hier devenu son principal rival. C'est sa volonté de s'asseoir en position de force à la table du banquet impérialiste où les vainqueurs se répartiraient les dépouilles des vaincus et se re-partageraient le monde. Ce n'est donc rien d'autre que l'implacable logique de la concurrence impérialiste qui est à l'origine de toutes les guerres et massacres perpétrés par la bourgeoisie qui a provoqué les massacres atomiques d'Hiroshima et Nagasaki.

Aussi, quarante ans plus tard, de la réflexion sur cet événement, auquel ceux qui nous exploitent et nous gouvernent, nous convient, la leçon que doivent tirer les ouvriers et les révolutionnaires du monde entier, c'est qu'en cas de déclenchement d'une troisième guerre mondiale entre l'Est et l'Ouest, aucun gouvernement esclave de cette logique ne pourra reculer devant l'utilisation des armes atomiques s'il se retrouve en train de perdre la guerre commencée avec des armements classiques.

Pas plus qu'ils ne l'avaient fait en 1914 avec leur promesse de ne pas utiliser les gaz asphyxiants, jugés trop destructeurs et barbares, pas plus qu'ils n'ont reculé à utiliser les bombardements aériens sur les villes, eux aussi jugés trop barbares, lors de la deuxième guerre mondiale. Pas plus que la bourgeoisie américaine n'a hésité à utiliser les bombes à uranium et plutonium pour "seulement" garantir, fortifier sa position victorieuse.

Que cette leçon serve aux prolétaires et aux révolutionnaires à fortifier leur volonté et leur courage à poursuivre et renforcer leur combat contre le capitalisme, sa misère, sa barbarie, pour l'avènement du communisme mondial.

Joël

d'illusions sur sa capacité, une fois prise dans l'engrenage d'une telle guerre, de sacrifier ses intérêts impérialistes, à la non-utilisation des armes nucléaires.

Non, ce qui manque aujourd'hui, comme ce qui a manqué hier déjà, c'est la capacité de la bourgeoisie de s'assurer de la soumission, de la mobilisation de la principale force sociale et économique, qui dans une telle guerre, comme dans les deux guerres mondiales qui ont précédé, serait appelé à faire tourner à plein les usines de guerre, à accepter une militarisation totale du travail, de la vie sociale, à subir sans broncher le rationnement alimentaire le plus draconien, à jouer le rôle de victime, sinon d'exécutants dociles de l'Etat bourgeois, au nom de la patrie, au nom du drapeau national, au coude-à-coude avec ses exploités.

## HELSINKI 75-85

### parler de paix pour mieux justifier la guerre

En 1975, les ministres de 35 Etats dont l'URSS, les USA, la France, signaient en grande pompe à Helsinki des accords censés manifester leur volonté commune de travailler désormais, "à la paix et au désarmement, au respect des droits de l'Homme et à la liberté des peuples". La population du monde entier était appelée à se réjouir. Une ère nouvelle des relations entre l'Est et l'Ouest venait de s'ouvrir. Une ère de "détente" où l'on devrait voir la menace d'une troisième guerre mondiale s'éloigner et disparaître à jamais.

En 1975, pour notre part, nous "saluons" ces accords d'Helsinki en ces termes : "en cette période de débâcle économique, les roucouleries sur la paix des différents chefs d'Etat à Helsinki, contraste étonnamment avec leur langage quotidien d'austérité et avec la réalité historique. Que signifie le mot "paix" quand la colombe bourgeoise n'est qu'un immonde charognard, quand c'est justement dans ces périodes de pseudo-paix que se prépare la guerre". (RI n°17).

Notre dénonciation de la volonté de paix affichée par la bourgeoisie internationale, ne tombait pas du ciel. Elle se fondait d'abord sur un enseignement du marxisme selon lequel, confrontés à des contradictions insurmontables de leur économie où rien d'autre ne compte que le profit, les capitalistes et leurs Etats respectifs, regroupés en deux blocs impérialistes qui se partagent la domination du monde, ne peuvent qu'être toujours plus poussés à chercher à dépasser ces contradictions sur le terrain militaire, en arrachant par la guerre, les marchés, les matières premières et finalement l'ensemble des positions détenues par le bloc adverse. Enseignement pleinement vérifié déjà à l'époque où l'on pouvait constater que la survie du capitalisme depuis plus de 60 ans, se soldait par deux guerres mondiales, faisant en 1914-18 plus de 25 millions de morts, en 1939-45, 50 millions de morts et par le maintien depuis 1945 des affrontements militaires entre l'Ouest et l'Est, en Asie, en Afrique, au Moyen-Orient, faisant autant de victimes que celles sacrifiées sur l'autel impérialiste lors de la seconde guerre mondiale.

Notre dénonciation se fondait ensuite sur le constat que partout et toujours c'est au "nom de la paix" et de la "défense de la liberté", des "droits de l'Homme et des peuples" que tous les massacres impérialistes ont été préparés, perpétrés, justifiés. A la veille de toute guerre, chaque Etat jure, à qui veut l'entendre, qu'il est résolu pour la paix, mais que c'est "l'autre" qui veut la remettre en cause et le contraint ainsi à faire la guerre pour "recouvrer la paix, défendre les libertés".

Notre dénonciation se finissait, sur la reconnaissance qu'en ce milieu des années 70, l'évolution des récents rapports de force entre les deux blocs impérialistes rivaux, ne pouvait que continuer à alimenter la fuite en avant des deux adversaires vers la guerre. Le bloc soviétique, le moins bien loti des deux camps impérialistes, à la suite du partage du monde à Yalta, voyait ses positions acquises dans la période de reconstruction en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, de plus en plus contestées par les occidentaux. Sa prétendue victoire au Vietnam sur les Américains n'avait d'autre résultat que de lui aliéner définitivement l'impérialisme chinois qui se précipitait dans les bras des occidentaux, de rendre périlleuse toute tentative d'expansion par l'Est, de raviver ses craintes de voir ramenée sa domination aux seules frontières de Yalta et finalement celles-ci même contestées à l'avenir.

Côté occidental, la victoire en Orient ne pouvait qu'encourager à poursuivre l'offensive en même temps qu'elle offrait la possibilité d'un redéploiement et d'une concentration des forces en d'autres points stratégiques de la planète, en même temps qu'elle posait la nécessité de se préparer à riposter à toute réaction prévisible d'un rival de plus en plus acculé.

Par conséquent, la "volonté de paix" à Helsinki de la bourgeoisie internationale ne pouvait qu'être mensonge, hypocrisie. Les accords entre l'Est et l'Ouest ne pouvaient qu'obéir à des calculs aussi sordides que cyniques.

C'est d'ailleurs ce que nous confirment les signataires quand ils nous expliquent aujourd'hui que ce qui était en question en 1975, c'était, "en échange de l'engagement du bloc soviétique de respecter les droits de l'Homme, la reconnaissance par les occidentaux de l'inviolabilité des frontières de ce dernier en Europe". En clair, pour les uns et les autres, la recherche d'un "alibi noble" pour justifier leurs opérations guerrières ultérieures aux yeux des exploités et opprimés : l'alibi de la lutte pour la démocratie et la paix contre le totalitarisme belliqueux soviétique, et pour l'impéria-

Et le développement actuel des luttes ouvrières contre les effets de la crise, de résistance en plein cœur de l'Europe, qui est au centre des rivalités impérialistes entre les deux blocs qui se partagent le monde, démontre que cette condition n'est toujours pas remplie ; que le potentiel de combativité, de révolte du prolétariat contre la logique capitaliste, qui s'est affirmé internationalement depuis 1968 est non seulement toujours intact, malgré tous les échecs subis dans les luttes antérieures, mais se renforce, s'aiguise au feu de la dégradation des conditions de vie ouvrières, des désillusions qu'elle entraîne par rapport à tous les mensonges de la bourgeoisie, sur une possible amélioration de la situation pourvu que quelques sacrifices momentanés soient consentis, au contraire de la situation d'avant 14 ou d'avant 39.

lisme soviétique le drapeau de la lutte pour la "liberté des peuples", pour la défense de son territoire contre l'impérialisme américain, assoiffé de conquêtes.

Dix ans plus tard, un bilan de la réalité dévoile ce mensonge. En guise de désarmement, c'est à une accélération à l'Est et à l'Ouest des armements classiques et nucléaires à laquelle on a assisté. C'est la poursuite de la transformation de l'Europe, qui se retrouve à nouveau au centre des enjeux inter-impérialistes, en véritable poudrière atomique avec le déploiement des Pershings occidentaux, des SS 20 soviétiques. C'est l'accumulation et la sophistication toujours plus poussées des matériels de destruction atomiques classiques dans lesquelles les puissances occidentales l'emportent haut la main, profitant de leur supériorité économique et technologique (bombes à neutron, projet Eureka, projet IDS). C'est le réarmement du Japon, de l'Allemagne Occidentale, l'aide militaire occidentale à la Chine.

En guise de paix, ce sont des centaines de milliers de nouveaux cadavres que l'impérialisme soviétique et l'impérialisme américain ont continué d'accumuler. En Asie, en Afrique et plus particulièrement au Moyen-Orient, c'est l'opération "paix en Galilée", l'occupation du Liban patronnée par les puissances démocratiques et les massacres des camps palestiniens de Sabra et Chatila. C'est l'opération "paix au Liban", l'envoi des armées occidentales, les bombardements, les raids aériens occidentaux sur le Liban et la population libanaise. Ce sont les tueries incessantes qui perdurent dans ce pays à seule fin de savoir à quel "prix" l'URSS sera chassée de cette région stratégique du monde par les occidentaux. Ce sont les boucheries à répétition de la guerre Irak-Iran, initiées, contrôlées, alimentées en armes par les bourgeoisies démocratiques d'occident, qui couchent par dizaines de milliers, femmes, hommes et enfants, à seule fin de contraindre l'Iran à se rendre aux raisons de son ex-et futur bloc de tutelle.

C'est l'occupation de l'Afghanistan, par la Russie, sa transformation en forteresse militaire, la lutte anti-guérilla à coup de bombes à napalm, de gaz toxiques, de Migs 21 par la très anti-impérialiste Russie. C'est la poursuite de l'annexion du Cambodge par le Vietnam ex-champion toute catégorie des luttes anti-impérialistes, les années passées....

En fait de garantie des droits de l'Homme, c'est le droit pour des millions d'êtres humains d'avoir alimenté pendant dix ans les charniers de l'impérialisme, c'est pour des millions d'autres de mourir de famine, de malnutrition. Et encore pour des dizaines de milliers d'autres de crever sous les balles et la torture des régimes "totalitaires" d'Afrique du Sud, de Turquie, du Chili, de Chine, membres ou alliés du camp des "démocraties", tandis que d'autres subissent un sort peu enviable dans les prisons et hôpitaux psychiatriques soviétiques.

C'est le droit pour les prolétaires dans tous les pays de l'Est et de l'Ouest de subir toujours plus d'austérité, de chômage et de misère, de se confronter à la répression dès qu'ils tentent de résister (Grande-Bretagne, Pologne).

Et il ne s'agit là que d'un bilan de la réalité extrêmement sommaire.

Aussi, ouvriers, camarades, quand dix ans plus tard, à l'approche de nouvelles négociations à Genève, du voyage en occident de Gorbatchev, quand les signataires occidentaux des accords d'Helsinki, essaient de nous convaincre qu'eux ont véritablement voulu la paix et qu'en fait à Helsinki, ils ont été grugés par les soviétiques qui n'ont pas respecté les droits de l'Homme, quand les soviétiques nous invitent à croire que ce sont eux et eux seuls qui veulent le désarmement et la paix et essaient de nous en donner la preuve en décrétant une suspension de leurs essais nucléaires, soyez convaincus que tous ces discours de paix ne visent qu'à tenter de justifier une nouvelle fuite en avant dans la barbarie. Soyez prêts à leur répondre "menteurs, hypocrites, assassins, vous êtes tous des fauteurs de guerre". Faites votre appel de l'Internationale Communiste à tous les ouvriers en 1920 : "si tu veux en finir avec la guerre impérialiste, prépare la révolution". Intensifiez vos luttes de résistance, élargissez-les, unifiez-les contre les attaques toujours plus massives des conditions d'existence. Contre la logique de misère, de chômage, de répression, et de guerre, défendez-vous, unifiez vos rangs.

C'est la condition pour continuer à bloquer la possibilité de la bourgeoisie de provoquer un nouvel holocauste mondial, celle de se rendre assez forts pour renverser ce système pourri.

ICL

## REUNIONS PUBLIQUES

sur le thème:

### CGT-PC:

# DERRIERE LES ACTIONS COMMANDOS, LA PEUR DE LA MOBILISATION OUVRIERE

#### LILLE :

Réunion publique le 14 septembre, à 15h30, au 23, rue Gosselet.

#### LYON :

Réunion publique le 4 octobre, à 21h, à MAÏO, impasse Métral, Villeurbanne, métro République.  
Permanence le 8 octobre à 18h, même adresse.  
Diffusion au marché aux puces de Vaulx en Velin le 15 septembre à partir de 11h30.

#### GRENOBLE :

Réunion publique le 27 septembre à 21h, 6 rue Hector-Berlioz.

#### NANTES :

Réunion publique le 21 septembre à 17 h, au centre social des Bourderies, Nantes-Chantenay.  
Permanence le 13 septembre à 20h30, même adresse.  
Diffusion au marché de la Petite-Hollande le 14 septembre de 10h30 à 11h30.

#### PARIS :

Réunion publique le 14 septembre à 17h, au 27, avenue de Choisy, 75013, métro Porte de Choisy.  
Permanences tous les samedis sauf celui de la réunion publique, de 16h à 18h, même adresse.

#### ROUEN :

Réunion publique le 14 septembre, à 16h30 à la Halle aux Toiles.

#### TOULOUSE :

Réunion publique le 27 septembre à 21h, cité universitaire de l'Arsenal, bâtiment C.  
Permanences tous les vendredis à 18h30 au bar "Le Colbert", avenue de St Exupéry (sauf le vendredi de la réunion publique).

Diffusion les 2ème et 4ème dimanches du mois, de 11h à 12h30 au marché aux légumes (place Jeanne d'Arc), et le 2ème dimanche du mois au marché aux Puces (place St Sernin).

#### TOURS :

Permanence le 28 septembre à 17h, au 5-7 rue Niepce (arrêt de bus "Lavoisier") .JOYE LES TOURS.

#### APPEL AUX LECTEURS

L'actuelle montée de la lutte de classe exige une intervention accrue des révolutionnaires. C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques ; c'est pourquoi, nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent avoir sur ce qui se passe autour d'eux, nous seraient aussi utiles, vu le black-out entretenu par la bourgeoisie sur les grèves ouvrières. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou des kiosques et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

#### CONTRIBUTION A LA SOUSCRIPTION POUR LA PRESSE REVOLUTIONNAIRE :

F. 50f.  
M. 150f.  
Mc 200f  
Cz 50f.  
sympathisants de Rouen : 500f.  
TOTAL : 950f.

TOTAL général des souscriptions : 2190f.

#### SOUSCRIPTION PERMANENTE

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions.

Nous poursuivons l'appel lancé en mai pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Nos lecteurs qui le désirent, pour une souscription minimum de 80 F, recevront 10 numéros de RI. La première souscription porte sur les numéros 6 et 7 de R.I. ancienne série, et sur les numéros 1, 2, 3, 6, 7, 8, 9 et 10 de la nouvelle série.

## CAMPAGNES ANTI-APARTHEID

(suite de la page 5)

sigeante au pouvoir, et une gauche au discours radical dans l'opposition. C'est ce partage des tâches que recouvrent, en réalité, toutes les fausses querelles qui prétendent opposer les différentes bourgeoisies occidentales autour des pseudo-représailles contre Prétoria. D'un côté, les discours de droite tenus par Reagan et Thatcher, qui refusent l'application du blocus commercial avec le régime de Botha, de l'autre le radicalisme mensonger de la gauche dont le PS français -qui a bien besoin de redorer un blason terni par ses multiples attaques anti-ouvrières et qui prépare son retour dans l'opposition- s'est fait le porte-parole.

Les fractions de gauche du capital se sont toujours présentées comme les défenseurs des masses opprimées, défenseurs au coeur charitable et à la main généreuse. Mais en réalité, ce sont les défenseurs les plus acharnés du capital ; leurs belles phrases humanistes ne visent qu'à accréditer l'idée qu'il peut exister un capitalisme à visage humain afin d'empêcher les ouvriers de prendre conscience du caractère universel de la barbarie capitaliste, et de la nécessité de détruire ce système en unifiant leurs luttes à l'échelle internationale. Voilà pourquoi, avec la campagne actuelle contre l'Apartheid, on voit à nouveau la stratégie de gauche dans l'opposition se déployer dans toute son ampleur pour contrer le développement des luttes ouvrières, tant dans les pays périphériques, que dans les principales concentrations ouvrières d'Europe occidentale.

Ainsi, en Afrique du Sud même, c'est toute la bourgeoisie internationale qui a apporté son soutien aux forces d'opposition locales alors que depuis l'automne 84, l'Etat sud-africain continue lui aussi malgré la répression, d'être ébranlé par de multiples explosions ouvrières. Pour affronter un prolétariat de plus en plus combatif, le gouvernement Botha est contraint d'utiliser aujourd'hui au maximum toutes les cartes dont il dispose ; non seulement celle de la répression féroce (comme il l'a fait au printemps 85 lorsque toute une série de grèves dans les mines d'or se sont soldées par des milliers de licenciements) mais également un large éventail de forces oppositionnelles depuis l'Eglise -dont le porte-parole, Desmond Tutu, ne cesse de multiplier les appels au calme, à la non violence- jusqu'aux organisations nationalistes anti-Apartheid qui, elles, multiplient les appels à la lutte armée. L'Etat sud-africain n'a même pas négligé l'utilisation de martyrs, tel le maintien en prison de Nelson Mandela (ce qui fournit un bon sujet de campagne) qui déclare : "Nous ne voulons que partager le pouvoir avec les blancs". Le prolétariat, lui, n'a pas de pouvoir à partager avec ses propres exploités qu'ils soient noirs ou blancs!

Mais de toutes les forces d'encadrement dont les médias occidentales ne cessent de faire l'apologie, ce sont surtout les syndicats et partis de gauche dans l'opposition qui sont au premier rang. Ainsi, face à la reprise internationale de la lutte de classe depuis fin 83, la bourgeoisie sud-africaine a compris elle aussi la nécessité de légaliser certains syndicats (dont le NUM) -comme l'avait fait la bourgeoisie polonaise en 80 avec Solidarnosc. Et pour renforcer le travail de sappe des syndicats dans les rangs ouvriers, on voit aujourd'hui le gouvernement Botha faire sortir le PC de la clandestinité pour lui permettre de canaliser la combativité ouvrière dans l'impasse de la lutte anti-raciste.

En diffusant dans les ghettos et les grandes concentrations ouvrières (notamment les mines) des ap-

pels à rejoindre la lutte armée dirigée par l'ANC (Congrès National Africain, principale organisation anti-Apartheid) le PC sud-africain ne fait rien de moins qu'exhorter les ouvriers à s'entretuer pour des intérêts qui ne sont pas les leurs.

Lorsque l'ANC -soutenu par tous les PC et notamment le PCF- déclare : "C'est maintenant l'occasion pour les pays capitalistes de prendre conscience que leur véritable intérêt est la destruction de l'Apartheid", les choses sont claires : le but de la lutte anti-Apartheid, c'est la défense des intérêts capitalistes face au développement de la riposte ouvrière, notamment dans les pays centraux du capitalisme, là où le prolétariat, de par sa concentration et son expérience historique, est seul capable d'apporter une perspective à la lutte de ses frères de classe tant en Afrique du Sud que partout ailleurs.

Et c'est bien parce que la bourgeoisie redoute le développement massif et simultané des luttes ouvrières dans tous les pays d'Europe occidentale qu'elle charge ses partis de gauche et ses syndicats de désorienter les ouvriers en détournant leur attention de leurs propres conditions de misère.

On a vu ainsi le PCF et la CGT lancer une vaste campagne de soutien financier aux mineurs noirs. Les ouvriers n'ont pas à se faire d'illusion : ce n'est pas aux mineurs d'Afrique du Sud que la gauche et les syndicats apportent leur solidarité. Et lorsque la CGT se lance dans des actions radicales, comme celle du 23 août où elle a occupé au Havre un cargo chargé de charbon sud-africain, ce n'est pas la lutte des ouvriers, mais celle du "peuple noir" qu'elle soutient. De plus, le journal "l'Humanité", en cautionnant cette déclaration de l'ANC montre le vrai visage de cette campagne de solidarité : "il faut arrêter l'importation de charbon sud-africain pour empêcher la fermeture des mines françaises" (déclaration de l'ANC au "peuple français" publiée par "l'Humanité" du 26-7). En d'autres termes, il s'agit de faire payer la crise aux ouvriers d'Afrique du Sud... pour résorber le chômage en France! Voilà la véritable "solidarité" que préconise -par la bouche de l'ANC- le cynisme crapuleux du PCF et de la CGT!

Face à toute cette propagande tapageuse organisée par l'ensemble des forces du capital, les ouvriers n'ont pas à hurler avec les loups. Ils n'ont pas à lutter pour que les "masses noires", vivent, comme le dit la CGT "libres et dignes dans leur propre pays", parce que dans l'enfer capitaliste il ne peut y avoir ni liberté, ni dignité pour le prolétariat. Ils ne doivent pas se laisser mystifier par la solidarité mensongère de la gauche et des syndicats parce qu'elle vise à les détourner de la seule solidarité possible dans le capitalisme décadent. Pas plus qu'en Pologne 80 ou en Grande-Bretagne lors de la récente grève des mineurs, ce n'est pas d'une aumône dont les ouvriers d'Afrique du Sud ont besoin pour venir à bout de la misère, du chômage, de la répression. Ce dont ils ont besoin, c'est d'une véritable solidarité de classe, celle qui consiste à développer, à étendre partout des luttes massives, autonomes et unies contre les attaques du capitalisme aux abois.

Contre le nationalisme et toutes les manœuvres de division que masquent les belles paroles de la gauche et des syndicats, les ouvriers doivent concrétiser, en développant leurs luttes, le vieux mot d'ordre du Manifeste Communiste : "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous."

Avril, 27-8-85

## PUBLICATIONS DU CCI

(Ecrire les adresses comme suit, sans mention du nom de la publication)

ACCION PROLETARIA  
Apartado de Correos 258, VALENCIA, ESPAGNE

INTERNATIONALISME  
BP 13, BRUXELLES 31, 1060, BRUXELLES, BELGIQUE.

INTERNATIONALISM  
PO Box 20193 London Terrace Station  
NEW YORK- N.Y. 10011 . USA.

INTERNACIONALISMO  
Apartado 20674. CARACAS 1020-A, VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION  
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

REVOLUTION INTERNATIONALE  
RI, BP 581, 75027 PARIS cedex 01, FRANCE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE  
CP 469, 80100 NAPOLI, ITALIE.

WERELD REVOLUTIE  
WR, Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM, HOLLANDE

WORLD REVOLUTION  
BM Box 869, LONDON WC1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE.

WELT REVOLUTION  
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

## BROCHURES

- Les syndicats contre la classe ouvrière (10f + 3f pour frais d'envoi)
- Nation ou classe (10f + 3f pour frais d'envoi)
- Plate-forme de REVOLUTION INTERNATIONALE (10f + 3f pour frais d'envoi)
- Organisations communistes et conscience de classe (10f + 3f pour frais d'envoi)
- La décadence du capitalisme (10f + 6f pour envoi).
- Le trotskysme, recueil d'articles (10f + 3f). épuisé.
- Sur la Pologne, recueil d'articles (10f + 3f pour envoi)
- L'Etat dans la période de transition (20f + 6f)
- Plate-forme et manifeste du CCI (10f + 3f pour envoi)
- La Gauche Communiste d'Italie (30f + 12f pour envoi).

## ABONNEMENTS

ABONNEMENTS COUPLES (journal+revue internationale)  
FRANCE: 150f. ETRANGER: 150f ETRANGER : 150f.  
par avion

ABONNEMENTS SIMPLES (journal)  
FRANCE: 90f ETRANGER: 90f ETRANGER: 110f.  
par avion

ABONNEMENTS SIMPLES (revue internationale)  
FRANCE: 65f ETRANGER: 65f. ETRANGER : 80f.  
par avion

Abonnements et versements, par chèque bancaire ou postal, à l'ordre de RI, CCP 202 3302 X PARIS.

#### DISTRIBUE PAR LES NMPP

Imprimerie G.Tautin, 4 passage Dieu, Paris 20ème  
Directeur de publication : D.Van Celst  
Numéro de commission paritaire : 54267.

# DES ENSEIGNEMENTS IRREEMPLACABLES POUR LE PROLETARIAT MONDIAL

Il y a juste 5 ans, le prolétariat en Pologne menait une des luttes les plus importantes de toute la classe ouvrière mondiale depuis plus d'un demi-siècle. Ses combats sporadiques qui avaient éclaté début juillet 80 (1), à la suite d'une hausse massive des prix de la viande, se développaient au cours du mois d'août et culminaient dans la seconde moitié de ce mois en un embrasement généralisé. Partie du chantier naval "Lénine" de Gdansk le 14 août, la grève s'étend en quelques jours à la plupart des usines de la Baltique impliquant plus d'un demi-million d'ouvriers, et fait tâche d'huile un peu partout dans le pays, notamment dans son poumon industriel : les mines de Silésie (2). Les autorités sont affolées : se rendant compte que la répression (telle qu'elles l'avaient employée en décembre 70), faisant plusieurs centaines de morts, et en juin 76, faisant des dizaines de morts et des milliers d'emprisonnements) ne peut que jeter de l'huile sur le feu, elles finissent par accepter toutes les revendications mises en avant par les grévistes ("accords de Gdansk") et "licencient" le premier secrétaire du parti, Gierek, qui avait lui-même remplacé Gomulka limogé au cours des luttes de l'hiver 70-71. Il faut remonter loin dans l'histoire du mouvement ouvrier pour voir une bourgeoisie contrainte (même provisoirement) à un tel constat d'impuissance face à son ennemi de classe.

■ Pour la bourgeoisie mondiale, cet anniversaire est l'occasion d'un nouveau déploiement de mensonges et de mystifications. Celle de l'Est se charge des plus cyniques : "la lutte ne paie pas", "les ouvriers n'ont qu'à bien se tenir", sinon ça sera pire qu'avant", comme on l'a vu en Pologne après l'instauration de l'état de guerre en décembre 81. Il revient cependant à la bourgeoisie de l'ouest de promouvoir les mensonges les plus hypocrites et les plus dangereux : en 81, c'est pour "l'indépendance nationale", pour les "libertés démocratiques" et le "syndicalisme libre" (bienfaits dont, grâce à Dieu, bénéficierait largement les ouvriers d'occident) que se serait battu le prolétariat en Pologne. Ainsi, tout est mis en oeuvre pour faire oublier à la classe ouvrière mondiale la véritable signification de ses combats passés, pour l'empêcher d'en tirer les enseignements capables de féconder ses combats présents et à venir. Il revient aux révolutionnaires - et c'est pour eux la seule façon de célébrer cet anniversaire - de dégager, contre les mensonges bourgeois, les principaux de ces enseignements (3).

## L'ARME DE LA GREVE DE MASSE

Le premier de ces enseignements - et qui se dégage directement des méthodes de combat employées par les ouvriers de Pologne en août 80 - c'est l'importance de la grève de masse, arme essentielle du combat prolétarien dans la période de décadence du capitalisme (4). Cette arme, employée pour la première fois à grande échelle en 1905 dans tout l'empire russe (et déjà en Pologne), se substitue aux méthodes de lutte du siècle dernier où c'était au sein des métiers et des branches industrielles que s'organisaient et se mobilisaient les ouvriers. Désormais c'est sans organisation de masse préalable (comme les syndicats au siècle passé) que les ouvriers engagent le combat, l'étendent de proche en proche, d'usine à usine, de quartier à quartier, de ville à ville, de région à région, et s'organisent DANS la lutte et POUR la lutte à chacun de ces niveaux. C'est cette dynamique vers l'extension et vers l'auto-organisation qui fait la force réelle du mouvement. Voilà ce qui s'est illustré une nouvelle fois, magistralement en Pologne 80 où les ouvriers, forts de leur expérience de 70 et 76 et bénéficiant de l'absence d'organisations -partis et syndicats- prétendant "défendre leurs intérêts" (le parti et le syndicat officiels qui avaient cette prétention étant évidemment déconsidérés totalement), ont spontanément adopté cette méthode de combat. L'extension rapide des luttes, l'envoi de délégations massives d'un lieu de travail à l'autre, la constitution dans chaque entreprise de comités de grève sous le contrôle permanent des assemblées générales (les célèbres MKS), l'envoi de délégués de ces comités vers des organes de coordination et de centralisation (les MKS de ville et de région) : tels ont été les moyens dont s'est dotée la classe ouvrière pour paralyser le bras de la répression, pour rassembler ses forces, pour renforcer la mobilisation et lui donner le maximum d'efficacité. Voilà le secret de la force du

prolétariat en Pologne 80, qui a débordé la bourgeoisie de ce pays et qui a surpris le monde entier.

La bourgeoisie a voulu faire croire - et elle y est parvenue dans une grande mesure - que ces méthodes de lutte étaient liées aux conditions spécifiques de la Pologne en 80 (régime "totalitaire", absence de "démocratie" et de "syndicats libres"), qu'elles n'avaient pas de raison d'être employées dans les pays "avancés". C'est tout le contraire qui est vrai. Bien qu'ils aient été menés par un secteur assez périphérique du prolétariat mondial, les combats de l'été 80 en Pologne sont significatifs de la voie que devra prendre la lutte prolétarienne dans tous les pays, notamment ceux où une bourgeoisie beaucoup plus forte et expérimentée réussit encore à empêcher grâce à tout son arsenal de mystifications et d'organisations (partis dits "ouvriers", syndicats) que le prolétariat se dote d'emblée, dès aujourd'hui, de l'arme de la grève de masse.

## L'EFFICACITE ANTI-OUVRIERE DU SYNDICALISME

Le deuxième enseignement fondamental - lié évidemment de façon étroite au premier - de l'expérience de 1980-81, c'est la redoutable efficacité anti-ouvrière de la carte de la gauche dans l'opposition et de son fer de lance : le syndicalisme. Lorsqu'on les observe au-delà de tous les rideaux de fumée déployés par la propagande bourgeoise, les faits sont simples, clairs et significatifs : c'est en août 80 que le prolétariat est le plus fort en Pologne et pourtant, à ce moment-là, il n'existe aucune organisation syndicale (sinon les syndicats officiels complètement en dehors du coup). Par contre, en décembre 81, lorsque se concrétise de façon tragique le renversement du rapport de forces en faveur de la bourgeoisie, il existe dans les rangs ouvriers un syndicat, Solidarnosc, parmi les plus puissants et mieux implantés du monde (10 millions d'adhérents pour un pays de 37 millions d'habitants) et jouissant d'une réelle confiance de la part des ouvriers. Ainsi, la création et la légalisation du "syndicat libre" n'était pas une "conquête de la classe ouvrière", comme tous les secteurs de la bourgeoisie (ainsi que certains groupes révolutionnaires particulièrement myopes), l'ont répété, mais bien au contraire, une conquête de la bourgeoisie. C'est grâce à cet instrument privilégié d'encadrement de la classe ouvrière que la bourgeoisie a pu créer les conditions de la répression de décembre 81 : le débousolement des ouvriers, la démobilisation de leur combativité.

Ainsi, par exemple, le rôle de saboteur des luttes joué par Walesa, au nom de Solidarnosc, n'est pas à démontrer : lui-même revendiquait le titre de "pompier volant", lorsqu'après août 80, il courait aux quatre coins du pays (y compris à l'appel et dans les moyens de transport des autorités officielles) pour demander aux ouvriers de renoncer à leurs luttes. Si Solidarnosc et son chef pouvaient réussir là

où tout représentant officiel du pouvoir aurait échoué (alors qu'en 70-71, c'est le Secrétaire Général du Parti, Gierek, qui était allé plaider en faveur de la reprise du travail auprès des grévistes) c'est justement parce que la bourgeoisie, en Pologne comme ailleurs, a appris à ne pas mettre tous ses oeufs dans le même panier, qu'elle s'est partagé le travail entre un gouvernement qui impose l'austérité et exerce la répression et des forces jouissant d'une image de marque "ouvrière" du fait des conditions de leur création (les grèves d'août 80 pour Solidarnosc) et des persécutions subies de la part des autorités. Même après la mise hors-la-loi de Solidarnosc -la "gauche dans la clandestinité" n'étant qu'une forme extrême de la gauche dans l'opposition- ce partage des tâches au bénéfice de l'ordre social s'est poursuivi comme le contaste cyniquement l'ex"conseiller" de Solidarnosc, Jacek Kuron : "c'est grâce à Solidarité qu'elle (l'explosion du mécontentement ouvrier) a été freinée et même empêchée". (Interview à "Libération" du 30/8/85). Si, dans les pays avancés d'occident, les syndicats, qui n'ont pas connu comme Solidarnosc l'aurore du martyre, sont contraints à un langage plus "radical" que ce dernier, le fond du mécanisme de mystification de la gauche dans l'opposition, dont ils sont les principaux agents, reste le même. Par-dessus les frontières de bloc, ce sont les mêmes classes ennemies qui se font face : la bourgeoisie mondiale et le prolétariat mondial.

## L'UNITE DU PROLETARIAT MONDIAL

Le troisième et non le moindre des enseignements des combats de 1980-81 en Pologne, c'est en effet l'unité de la lutte du prolétariat mondial. Ces combats n'avaient rien à voir, comme les médias l'ont ressassé, avec des "spécificités" de ce pays : ils faisaient, au contraire partie du même combat historique engagé par la classe ouvrière mondiale à la fin des années 60 face à la plongée de l'ensemble du système capitaliste décadent -à l'Est comme à l'Ouest- dans des convulsions économiques sans issue. Ils étaient le point culminant d'une vague de luttes qui, entre 78 et 80, mobilise tant les dockers de Rotterdam et les mineurs des Appalaches aux USA que les ouvriers de la sidérurgie en France (Longwy-Denain) et en Grande-Bretagne ; de la même façon que le soulèvement de décembre 70 en Pologne faisait suite à mai 68 en France et au "mai rampant" de 69 en Italie (5).

La défaite même subie par les ouvriers de Pologne illustre cette unité du prolétariat mondial : c'est parce que, dans ses plus grandes concentrations d'Europe occidentale, celui-ci avait subi en 80-81 une défaite (suite, en particulier à la mise en oeuvre par la bourgeoisie de la stratégie de la gauche dans l'opposition), parce qu'il avait momentanément abandonné le terrain des luttes que la bourgeoisie mondiale avait eu les mains libres pour préparer et instaurer l'état de guerre en Pologne (6).

A cette occasion, la bourgeoisie avait démontré son savoir faire, sa capacité à surmonter les divisions et antagonismes opposant ses différentes fractions nationales pour affronter l'ennemi commun : la classe ouvrière. Face à la combativité prolétarienne en Pologne même, ces différentes fractions s'étaient divisé le travail : à celles du bloc russe, il revenait la tâche d'intimider les ouvriers en les menaçant d'une intervention successive des forces armées du Pacte de Varsovie ; à celles du bloc de l'Ouest, il revenait de donner crédit à ces menaces à l'aide des émissions alarmistes des radios occidentales en langue polonaise et par des "mises en garde solennelles" de Carter et compagnie contre une telle intervention. Ces dernières fractions avaient également pour tâche de promouvoir et renforcer, tant en Polo-

(suite page 3)

# REVOLUTION INTERNATIONALE est l'organe en France du Courant Communiste International

## NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.
- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.
- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.
- Le socialisme, mode de reproduction sociale ins-

tauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"auto-gestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

- Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

- A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

- Tous les soi-disant partis ouvriers -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes- sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie

sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

- Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

## NOTRE ACTIVITE

- L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompus.

- L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.